

**Séance ordinaire du
mardi 4 avril 2023**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Tasnime AKBARLY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Agnès ROBIN, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Projet Territoire Alimentaire solidaire (TerrAsol) - Accord de consortium mené
par la Fédération Régionale des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture
et le milieu rural - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Contexte

Un grand nombre d'agriculteurs se trouve aujourd'hui dans une situation de précarité, et certains ont parfois recours à l'aide alimentaire. Un des enjeux de la transition agroécologique est social : faire en sorte que les agriculteurs puissent vivre décemment de leur production.

En parallèle, la crise sanitaire a mis en lumière les enjeux croissants de précarité alimentaire. 26% des habitants de Montpellier vivent sous le seuil de pauvreté, soit près de 70 000 personnes, dont 6 000 à 8 000 ont recours à l'aide alimentaire selon les chiffres des États Généraux de la Solidarité.

Comment approvisionner avec des produits sains et de qualité une population précarisée qui demande des prix alimentaires de plus en plus bas, sans précariser les filières agricoles territorialisées ?

Le projet Territoire Alimentaire solidaire (TerrAsol)

Le projet TerrAsol est issu d'une dynamique d'acteurs du territoire montpellierain qui œuvrent déjà au travers de multiples collaborations à un objectif commun de territoire alimentaire durable et résilient et qui portent collectivement ce projet :

- La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole au travers de leurs ambitieuses

- politiques agro-écologiques et alimentaires ;
- La société civile engagée dans l'expérimentation de nouvelles formes de solidarité alimentaire avec 26 structures locales réunies dans le réseau collaboratif « *Territoires à VivreS* », dont la Ville et la Métropole sont membres et ont soutenu financièrement en 2022 ; ce réseau est co-animé par la Fédération Régionale des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (FR CIVAM) Occitanie et Vrac & Cocinas ;
- La recherche montpelliéraine au travers des programmes sur les systèmes alimentaires urbains durables (Surfood) et sur les solidarités alimentaires animés par la Chaire Unesco Alimentations du Monde, représentée dans le projet par l'Institut Agro Montpellier ainsi que l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement, avec qui la Métropole a signé une convention triennale pour l'accompagnement de la politique agroécologique et alimentaire ;
- Les citoyens associés à certaines de ces actions, notamment via le Comité citoyen Territoires à VivreS qui vise à étendre et accélérer leur participation ;
- Les entreprises au travers de l'association d'abattoir mobile à la ferme de l'Hérault, la SOMIMON gestionnaire du Marché d'Intérêt National (MIN) par une délégation de service public de la Métropole, sont également parties prenantes du projet. Les entreprises de l'économie sociale et solidaire seront également associées.

Le projet TerrAsol vise à faire la preuve de l'intérêt d'une nouvelle approche et d'une nouvelle gouvernance des transitions alimentaires basées sur les concepts de solidarité et de démocratie alimentaires sur le territoire de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Par territoire, on entend d'une part l'espace physique et social où l'on vit – le quartier, la ville, la métropole où peuvent se construire des solidarités entre habitants. On l'entend aussi comme l'espace dont on vit : les espaces nourriciers de la ville, au-delà du péri-urbain jusque dans le milieu rural, avec lesquels peuvent se construire des solidarités entre citadins et agriculteurs.

Ce projet cherche à construire des systèmes alimentaires durables des points de vue environnemental, économique et sanitaire mais avec une forte préoccupation sociale, jusqu'à présent souvent négligée. Il entend ainsi contribuer au développement d'une économie sociale et solidaire (ESS), tant pour permettre un accès pour tous à une alimentation choisie et de qualité que pour construire des modes de production agricole et des filières alimentaires équitables et négociées du point de vue de leurs rapports à l'environnement et de leurs effets sur la santé.

Ce projet cherche enfin à tester une gouvernance multi-acteurs de l'alimentation, en associant les politiques publiques, la population de façon la plus inclusive possible, la société civile, les entreprises et la recherche. En ce sens, ce projet cherche à contribuer à un renouvellement de l'action publique pour renforcer la démocratie alimentaire.

Le projet TerrAsol est organisé selon cinq axes :

- **L'Axe 1** autour de **l'expérimentation d'une Caisse alimentaire** commune, un dispositif visant à favoriser l'accès à une alimentation choisie et de qualité pour tous, inspiré du principe de Sécurité sociale de l'alimentation ;
- **L'Axe 2** concerne **l'approvisionnement alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole**. Il s'agit d'expérimenter de nouvelles formes d'approvisionnement permettant à la fois une juste rémunération des producteurs et une accessibilité des produits au plus grand nombre, en capitalisant notamment les acquis de la structuration des filières entreprise pour la restauration collective de la Ville de Montpellier ;
- **L'Axe 3** concerne l'effectivité de la **citoyenneté alimentaire** qui passe par l'implication des citoyens dans des dynamiques de démocratie alimentaire, par la sensibilisation aux enjeux de l'alimentation durable et par la constitution, l'hybridation et la mise en réseau de tiers-lieux « *Maisons de l'Alimentation Solidaire* » sur la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **L'Axe 4** porte sur la **gouvernance multi-acteurs favorisant les solidarités** et reposera sur deux instances à créer que sont les comités citoyens de l'alimentation dans les quartiers ou communes de la Métropole qui seront la composante citoyenne d'un futur Conseil Alimentaire Territorial ;
- **L'Axe 5** porte sur la **recherche et la formation des acteurs du système alimentaire**. Il sera constitué durant la phase de maturation du projet. Il mobilisera à la fois des équipes de recherche de Montpellier et un laboratoire de recherche citoyen sur le modèle d'un laboratoire vivant (*living lab*) en émergence, favorisant l'innovation sociale via l'expérimentation de nouveaux dispositifs avec la contribution des citoyens

Articulation avec les politiques publiques de la Ville et de la Métropole

Ce projet est en phase avec la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), dont la version révisée a été adoptée à l'unanimité en Conseil de Métropole le 25 janvier 2022. Un tel projet entre en résonance avec ses orientations :

1. Façonner un territoire agroécologique ;
2. Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
3. Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
4. Diffuser les savoirs, promouvoir l'innovation, mobiliser les citoyens ;
5. Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Ce projet est également en phase avec la Politique Alimentaire de la Ville, et notamment le projet de Cité de l'Alimentation adopté en Conseil municipal le 26 juillet 2021, avec les enjeux de favoriser la démocratie alimentaire dans la Ville et l'accessibilité à toutes et tous à une alimentation saine et de qualité en :

- Favorisant l'accès à une alimentation choisie et de qualité pour les personnes les plus en précarité via la restauration scolaire et le développement de tiers-lieux « *Maisons d'Alimentation Solidaire* » dans la Ville ;
- Rendant accessible une alimentation durable au plus grand nombre en associant l'ensemble des parties prenantes (citoyens-consommateurs, producteurs, etc.) ;
- Travaillant sur la modification profonde des comportements alimentaires et en sensibilisant à l'alimentation durable ;
- Contribuant à développer et structurer des filières d'approvisionnement alimentaire de proximité et de qualité au bénéfice de la production locale.

Financement de la Banque des Territoires

Le projet TerrAsol est lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt de la Banque des Territoires nommé « *Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires* » lancé dans le cadre du plan France 2030. Le financement se structure en deux phases :

- Phase de maturation (12 mois) : financement d'ingénierie pour affiner le projet. Il s'agit également d'une période de mise en réseau, avec un plafond de 300 000 € d'aide et un taux d'intervention global sur l'ensemble du projet de 50% ;
- Phase de réalisation : 24 à 70 mois – 10M€ d'aide maximum incluant les aides de la phase de maturation, avec un taux d'intervention global sur l'ensemble du projet de 50% maximum.

Objet de la délibération

La présente délibération a pour objet de valider la participation de la Ville de Montpellier au projet TerrAsol par la signature d'un accord de consortium entre les 8 partenaires (FR CIVAM, Montpellier Méditerranée Métropole, Ville de Montpellier, Institut Agro, Vrac et Cocinas, Abattoir mobile à la ferme 34, INRAE, SOMIMON) pour la mise en œuvre du projet TerrAsol dont le chef de file désigné est la FR CIVAM, ainsi que d'approuver le plan de financement.

Les projets présentés par la Ville de Montpellier au sein du consortium pour alimenter le projet TerrAsol sont d'ores et déjà inscrits à la PPI.

Le cofinancement de la Banque des Territoires permettrait d'ajouter un financement supplémentaire à ces projets qui accélérerait et amplifierait leur mise en œuvre. Les dépenses supplémentaires programmées dans TerrAsol pour la Ville de Montpellier sont entièrement couvertes par le financement de la Banque des Territoires. Les recettes correspondantes seront prévues dès notification.

La participation maximale pour la collectivité s'établit selon le plan de financement joint.

Des conventions bilatérales ou tripartites pourront être conclues entre les partenaires dans la limite de l'enveloppe financière prévue dans l'accord de consortium.

Un Comité de Pilotage comprenant une élue de la Ville et une élue de la Métropole se réunira au fur et à mesure de l'avancement du projet.

Le Contrat d'accord de consortium entrera en vigueur avec un effet rétroactif au 7 novembre 2022. Le Contrat est conclu pour la durée du projet, et prendra fin lorsque tous les partenaires auront réalisé l'ensemble de leurs contributions, conformément à la description du projet et au plus tard 18 mois après la date d'effet. Il pourra toutefois être prolongé après accord de chacun des partenaires par voie d'avenant signé par les partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'accord de consortium ainsi que le plan de financement des actions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'accord de consortium ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 14 avril 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 avril 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 20230224_projet Accord de consortium_modifs_3M DPA_clean.doc
- Plan_Financement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230404-226015-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/04/23
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.